

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 29 avril 2019**

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 12

Objet de la délibération : Direction de la  
Commande Publique - Emission et  
préparation de la distribution des titres  
restaurant nécessaires au personnel de la  
CASA - Marché n°2018.091 UP GROUPE -  
Avenant n°1

- ☒ Original  
☐ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2019.057

Date de la convocation :

**Le 23/04/2019**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **07 MAI 2019**

de la réception s/Préfecture  
en date du **- 9 MAI 2019**

Pour le Président,  
La Responsable de Service



Corinne PAVAN SANTAINÉ

L'an deux mil dix neuf et le 29 avril à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Jean-Bernard MION, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

**ABSENTS :**

Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Joseph LE CHAPELAIN

**Monsieur BAGARIA,**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a notifié le 05 juillet 2018 à UP GROUP le marché n°2018\_091 de prestations de services ayant pour objet l'émission et la distribution des titres-repas au personnel de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande passé pour une période initiale de 12 mois avec tacite reconduction par périodes de 12 mois sans que leur durée totale ne puisse excéder 4 ans.

Ce marché implique un transfert de données à caractère personnel de la part de la CASA au sous-traitant chargé des opérations d'émission et de distribution des titres repas.

Or, la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis a été amenée à adopter un certain nombre de mesures visant à assurer la transposition des dispositions du Règlement européen sur la protection des données (RGPD), entré en vigueur, le 25 mai 2018, lequel a un impact direct sur les contrats en cours impliquant un traitement de la part du titulaire du marché des données visées par ledit règlement.

Ainsi et afin d'assurer la protection des données à caractère personnel telle qu'elle s'impose en application des dispositions du règlement européen, la CASA, en sa qualité de pouvoir adjudicateur et responsable de traitement, doit veiller à la protection de ces éléments par le prestataire.

Il convient donc de passer un avenant n°1 au marché n°2018\_091 pour se conformer à l'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel intervenue en cours d'exécution du marché.

Cette modification est sans incidence sur la durée du marché et sans incidence financière sur les seuils du marché.

En conséquence, il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver l'avenant n°1 au marché n°2018\_091 à passer entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et UP GROUP,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant, dont le projet est joint en annexe.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver l'avenant n°1 au marché n°2018\_091 à passer entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et UP GROUP,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant, dont le projet est joint en annexe.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 29 avril 2019  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département des Alpes-Maritimes  
Arrondissement de GRASSE

---

ANTIBES, LE BAR-SUR-LOUP, BIOT, CAUSSOLS, CHATEAUNEUF, COURMES, LA COLLE-SUR-LOUP, GOURDON, OPIO, ROQUEFORT-LES-PINS, LE ROURET, SAINT PAUL, TOURRETTES-SUR-LOUP, VALBONNE, VALLAURIS, VILLENEUVE-LOUBET, BEZAUDUN-LES-ALPES ; BOUYON ; CIPIERES ; CONSEGUDES ; COURSEGOULES ; GREOLIERES ; LES FERRES ; LA ROQUE EN PROVENCE

---

**EMISSION ET PREPARATION DE LA DISTRIBUTION DES TITRES RESTAURANT  
NECESSAIRES AU PERSONNEL DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA  
ANTIPOLIS**

**N° de marché :** 2018\_091

**Date de notification :** 05 Juillet 2018

**Titulaire :** UP Groupe

27/29 Avenue des Louvresses

92 230 GENNEVILLIERS

## **AVENANT N°1**

**Entre,**

La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, dûment habilité à signer le présent avenant par délibération du Bureau Communautaire du 29 avril 2019,

Ci-après LE RESPONSABLE DE TRAITEMENT au sens de l'article 4, par 8 du Règlement européen de protection des données

D'une part,

**Et,**

La **société UP Groupe**, dont le siège social se situe 27/29 Avenue des Louvresses, 92 230 GENNEVILLIERS, immatriculée sous le n° 642 044 366, représentée par sa Directrice Ressources Humaines Madame FERREIRA Marina,

ci-après LE SOUS-TRAITANT au sens de l'article 4, par 7 du Règlement européen de protection des données,

D'autre part,

**Il a été convenu ce qui suit.**

### **EXPOSE PREALABLE**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a notifié le 05 juillet 2018 à UP GROUP le marché n°2018\_091 de prestations de services ayant pour objet l'émission et la distribution des titres-repas au personnel de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande passé pour une période initiale de 12 mois avec tacite reconduction par période de 12 mois sans que leur durée totale ne puisse excéder 4 ans.

Ce marché implique un transfert de données à caractère personnel de la part de la CASA au sous-traitant chargé des opérations d'émission et de distribution des titres repas.

Or, la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis a été amenée à adopter un certain nombre de mesures visant à assurer la transposition des dispositions du Règlement européen sur la protection des données (RGPD), entré en vigueur, le 25 mai 2018, lequel a un impact direct sur les contrats en cours impliquant un traitement de la part du titulaire du marché des données visées par ledit règlement.

Ainsi et afin d'assurer la protection des données à caractère personnel telle qu'elle s'impose en application des dispositions du règlement européen, la CASA, en sa qualité de pouvoir adjudicateur et responsable de traitement, veille à la protection de ces éléments par le prestataire.

Le présent avenant est signé en application de l'article 5.2. « *Protection des données à caractère personnel* » du CCAG PI applicable au marché visé

« 5.2.2. *En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché* ».

### **Article I. Objet**

Conformément aux dispositions du RGPD, les clauses ci-après ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le prestataire s'engage, en qualité de sous-traitant, à traiter les données à caractère personnel qu'il exploite pour le compte de la CASA.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).

### **Article II. Traitement faisant l'objet de la sous-traitance**

1. Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte de la CASA (le responsable de traitement) les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les services suivants :

Mise à disposition de titres spéciaux de paiement (Titres-repas), l'administration de la clientèle, la gestion des commandes, des livraisons.

2. La nature des opérations réalisées sur les données est :

- . Collecte des données ;
- . Exploitation et stockage des données ;
- . Destruction / effacement des données.

3. La ou les finalité(s) du traitement sont :

Gestion de la clientèle : exécuter les contrats relatifs à la fourniture des Produits et Services commandés par les clients, permettre aux clients d'accéder aux Services fournis.

4. Les données à caractère personnel susceptibles d'être traitées sont :

- nom, prénom ;
- matricule ;

de la personne bénéficiaire du Titre repas.



5. Les catégories de personnes concernées sont : Les personnes bénéficiaires des Titres repas.
6. Les informations mises à la disposition du prestataire : Cf, point 4.

### **Article III. Durée du contrat**

Les présentes clauses entrent en vigueur à compter de leur notification pour une durée égale à celle du marché.

### **Article IV. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement**

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet de la sous-traitance
2. traiter les données conformément aux instructions du responsable de traitement. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public
3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat
4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut

#### **6. Sous-traitance**

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-

traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai minium de 8 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

#### 7. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

#### 8. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique aux contacts suivants : [s.aquilino@agglo-casa.fr](mailto:s.aquilino@agglo-casa.fr) / [n.castrec@agglo-casa.fr](mailto:n.castrec@agglo-casa.fr).

#### 9. Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par courriel aux adresses électronique suivantes [s.aquilino@agglo-casa.fr](mailto:s.aquilino@agglo-casa.fr) / [n.castrec@agglo-casa.fr](mailto:n.castrec@agglo-casa.fr).

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;

- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

#### 10. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### 11. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre des mesures techniques et organisationnelles prises pour garantir la sécurité des données traitées.

#### 12. Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement.



Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

### 13. Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

### 14. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la CASA (responsable de traitement) comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
  - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
  - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
  - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### 15. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

## **Article V. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant**

Le responsable de traitement s'engage à :

1. fournir au sous-traitant les données visées au II des présentes clauses ;
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant ;
4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant.
- 5.

## **Article VI. : Incidence sur la durée du marché**

Sans incidence.

## **Article VII : Incidence financière**

Sans incidence

## **Article VIII – Dispositions diverses**

Toutes les autres clauses et conditions générales du marché demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

## **Article IX – Date d'effet du présent avenant n°1**

Le présent avenant n°1 prendra effet à compter de sa notification.

Fait à Sophia Antipolis, le

Le Directeur  
UP GROUP

Le Président de la Communauté  
D'Agglomération Sophia Antipolis,

**Marina FERREIRA**

**Jean LEONETTI**

Émission et préparation de la distribution des titres restaurant nécessaires au personnel de la  
Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis – Marché n°2018\_091

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 29/04/2019  
Numéro : BC\_2019\_057  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Emission et préparation de la distribution des titres restaurant nécessaires au personnel de la CASA - Marché n.2018.091 UP GROUPE - Avenant n.1  
Matière : 1.1 - Marchés publics  
**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : Qx9OFi0

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 09/05/2019  
Identifiant : 006-240600585-20190429-BC\_2019\_057-DE

**Acte reçu**

Date : 29/04/2019  
Numéro interne : BC\_2019\_057  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 1  
Code matière 2 : 1  
Objet : Emission et préparation de la distribution des titres restaurant nécessaires au personnel de la CASA - Marché n.2018.091 UP GROUPE - Avenant n.1  
Classification utilisée : 28/11/2018  
Document : 99\_DE-006-240600585-20190429-BC\_2019\_057-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_DE-006-240600585-20190429-BC\_2019\_057-DE-1-1\_2.PDF

N